




**VAL D'ISÈRE**  
**Modification n°2 du PLU**



	<b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b>
	<b>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</b>
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme	

*En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale  
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de VAL D'ISÈRE
SIRET/SIREN
SIRET : 217 303049 00019 – SIREN : 217 303 049
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Monsieur le Maire de VAL D'ISÈRE Mairie de Val d'Isère 50, montée du Thovex BP 295 73155 Val d'Isère Cedex Téléphone : 04 79 06 01 60 Télécopie : 04 79 06 22 12 Email : <a href="mailto:mairie@valdisere.fr">mairie@valdisere.fr</a> – <a href="mailto:urbanisme@valdisere.fr">urbanisme@valdisere.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable

Jean-Paul ORANGE, directeur général des services
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Jérémy PERUZZO, urbaniste
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
SARL ESPACES ET MUTATIONS, 27 rue adrastée, 74650 CHAVANOD <a href="mailto:jeremy.peruzzo@espaces-et-mutations.com">jeremy.peruzzo@espaces-et-mutations.com</a> 04 50 69 51 98
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))</b>
PLU
<b>2.2 Intitulé du document</b>
Modification n°2 du PLU
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
La dernière évolution du PLU a été approuvée le 7 novembre 2022. Le PLU à jour est disponible sur le géoportail de l'urbanisme.  Le projet de modification n°2 est annexé à la présente demande.
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Commune de Val d'Isère
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
Voir annexe 1 Sont concernées les zones urbaines (UA, UB, UC, UD et UE) ainsi que le bâti existant en zone N (donc les STECAL Nr, Nr <sub>h</sub> , Nsl)

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET de la Région Auvergne Rhône Alpes, approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT Tarentaise-Vanoise approuvé le 14 décembre 2017. Une modification simplifiée n°1 a été approuvée le 1 <sup>er</sup> juin 2021.



Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

Le diagnostic du PCAET de l'Assemblée du Pays Tarentaise-Vanoise (APTV) a été finalisé.

Un schéma général d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune est en cours d'élaboration et devrait être approuvé d'ici la fin de cette année 2023 (à titre indicatif).

### 3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de la révision du POS en PLU.

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Avis tacite en date du 2 août 2016.

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☒ Oui

☐ Non

Une actualisation partielle a été menée en lien avec les révisions allégées n°1 et n°2 du PLU (relatives à des restaurants d'altitude). Ces procédures ont été approuvées le 7 novembre 2022.

//

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Dans son avis relatif à la révision générale de 2016, les services de l'État ont émis plusieurs réserves relatives à l'environnement :

- Non prise en compte des périmètres du PPRNP
- Reclasser en A certains espaces agricoles stratégiques identifiés au SCoT (projet de SCoT à l'époque)
- Actualiser le bilan ressource/besoin en eau potable
- Représenter les corridors écologiques de la trame verte et bleue au règlement graphique
- Identifier tous les secteurs de cirse au règlement graphique
- Manque une trame particulière repérant les zones humides

L'ensemble de ces réserves ont été levées à l'approbation du PLU.

En ce qui concerne la mise à jour partielle relative aux révisions allégées n°1 et n°2 (projets de restaurants d'altitude), le projet a été complété sur les éléments suivants :

- Ajout d'une orientation liée à la prise en compte de l'environnement : les volumes de déblais et de remblais devront être à l'équilibre, sans évacuation de matériaux
- Suppression de la partie hébergement rendue initialement possible sur un projet
- Les projets devront évaluer le niveau de susceptibilité de présence d'amiante environnemental dans l'environnement naturel du projet et prendre les mesures appropriées.
- Précision que l'enjeu du Tétrás Lyre est pris en compte via le travail mené avec le PNV depuis 2016 pour la mise en place d'espaces de quiétude du Tétrás Lyre. Le site du Plan n'est pas concerné.

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ajout de la cartographie de la susceptibilité de présence d'amiante dans l'environnement naturel, avec le niveau de susceptibilité de chaque site concerné par la présente procédure.</li> <li>○ Sur l'OAP des ruines de Tovière <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les volumes de déblais et de remblais du projet devront être réemployés par celui-ci sur le site.</li> <li>▪ certaines espèces végétales protégées sont présentes sur l'emprise du projet et devront être mises en défens en phase chantier. Dans le cas d'espèce située sur l'emprise au sol existante avant reconstruction, un dossier de dérogation au titre des espèces protégées devra être constitué.</li> <li>▪ Des zones de défens seront aussi nécessaires pour protéger les prairies et pelouses en phase chantier.</li> <li>▪ Pour assurer leur bonne mise en œuvre, un suivi environnemental des travaux par un écologue sera nécessaire.</li> </ul> </li> <li>○ Sur l'OAP du Plan <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les volumes de déblais et de remblais du projet devront être réemployés par celui-ci sur le site.</li> <li>▪ Les individus de Saule Glauque identifiés dans l'étude faune-flore devront être protégés pendant la phase de travaux. L'emprise du projet se situe hors zones identifiées accueillant ces individus.</li> <li>▪ Le projet devra évaluer le niveau de susceptibilité de présence d'amiante environnemental dans l'environnement naturel du projet et prendre les mesures appropriées.</li> </ul> </li> </ul>
<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Délibération n°2018.09.04 du 23 juillet 2018 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU avec définition des modalités de mise à disposition du public.</p>
<p>Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet</p>
<p>Procédure approuvée le 15 octobre 2018.</p> <p>Les objectifs de cette procédure étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Opérer des modifications sur des emplacements réservés n'étant plus d'actualité ou mal placés</li> <li>- Etendre l'Espace Boisé Classé des Lêches afin de garantir la végétalisation de cet espace</li> </ul>

<p><b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b></p>
<p><b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b></p>
<p>Modification n°2 du PLU</p>
<p><b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b></p>
<p>4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)</p>
<p>1 583 hbts en 2019</p>
<p>4.2.2 Caractéristiques spatiales</p>



Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	75,28 ha	0,7%	75,28 ha	0,7%
zones 1 AU	/	/	/	/Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 2 AU	2,21 ha	0,02%	2,21 ha	0,02%
zones A	141 ha	1,3%	141 ha	1,3%
zones N	10 510 ha	97,9%	10 510 ha	97,9%
Total	10 728,50 ha	100%	10 728,50 ha	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

« Le potentiel constructible total des zones urbaines à l'échelle du PLU ne dépassera pas les 6 hectares (durant les 10 dernières années, 8,8 hectares de foncier ont été consommés) ».

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

- Autoriser sous conditions, à l'article 2 des zones U et N, les travaux sur les bâtiments existants non conformes au règlement du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) et/ou au règlement du PLU
- Autoriser le maintien des retraits existants, à l'article 7 des zones U, pour les bâtiments existants et en cas de démolition-reconstruction
- Le cas échéant, préciser certaines dispositions, corriger d'éventuelles erreurs matérielles ou oublis

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non, elle permet toutefois de travailler sur le bâti existant, et clarifie la règle en cas de démolition-reconstruction en permettant de reprendre l'emprise du bâtiment démoli même s'il ne respectait pas la règle générale de recul.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet**



~~–Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet~~

~~Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.~~

~~–Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :~~

~~☐Oui~~

~~☐Non~~

~~Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité~~

~~Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.~~

**4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L.300-6-1)**

~~–Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet~~

~~–Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :~~

~~☐Oui~~

~~☐Non~~

~~Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité~~

~~Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.~~

**4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur**

~~–Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document~~

~~Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.~~

~~–Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité~~

~~Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.~~

**4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales**

☐Oui

☒Non

**Si oui, préciser les effets**

~~Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.~~

## 5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

### 5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune support de station
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réseau de vallons d'altitude à Caricion Massif de la Vanoise  Ces espaces ne sont pas impactés par la présente procédure

Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parc national de la Vanoise  Ces espaces ne sont pas impactés par la présente procédure
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Grande Sassière (Tignes) La Bailletaz  Ces espaces ne sont pas impactés par la présente procédure
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Col de l'Iseran (descente nord) Col de l'Iseran et ses abords
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRN de Val d'Isère approuvé en 2006 PPRN de Val d'Isère approuvé en 2018  Par un <u>jugement en date du 22 décembre 2020</u> , le Tribunal administratif de Grenoble a annulé l'arrêté du 30 avril 2018 qui rend immédiatement opposable le projet de révision n°2 du volet « Risques Montagne » du PPRN de la commune de Val d'Isère à des secteurs de la commune où les risques naturels prévisibles sont identifiés comme identiques ou moindres à ceux évalués par le PPRN approuvé le 27 avril 2006. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les parcelles classées dans le PPRN de 2018 comme présentant un risque identique ou moindre à celui évalué dans le PPRN de 2006, le PPRN de 2006 s'applique.</li> <li>• Pour les parcelles classées dans le PPRN de 2018 comme présentant une aggravation du risque à celui évalué dans le PPRN de 2006, le PPRN de 2018 s'applique</li> </ul>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Église, inscription le 02/07/1951
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'inventaire départemental des zones humides de la Savoie a été mis à jour en avril 2015. La commune de Val d'Isère compte 55 zones humides inscrites à cet inventaire.</p> <p>Plusieurs types de milieux sont présents sur ces zones humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bas-marais alcalins (CB 54.2)</li> <li>- Roselières (CB 53.1)</li> <li>- Formations à Grandes Laîches (Magnocariçaies) (CB 53.2)</li> <li>- Végétation des sources (CB 37)</li> <li>- Prairies humides (CB 54.1)</li> </ul> <p>Ces zones humides remplissent des fonctions variées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Régulation hydraulique : soutien naturel d'étiage (alimentation, recharge, protection des nappes phréatiques), ralentissement du ruissellement, expansion naturelle des crues (contrôle, écrêtement des crues, stockage des eaux de crues), protection contre l'érosion</li> <li>- Production biologique (pâturage, sylviculture, pêche, chasse....)</li> <li>- Habitat/Source de nourriture pour les populations animales et végétales</li> <li>- Connexion biologique, zone d'échanges, de passage, de corridors écologiques</li> <li>- Intérêt pour les loisirs, valeurs récréatives</li> </ul> <p>Cf carte en annexe</p> <p><b>Ces espaces ne sont pas impactés par la présente procédure</b></p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Cf carte de la trame verte et bleue en cours d'étude dans le cadre de la révision générale du PLU aujourd'hui en cours.</p> <p><b>Ces espaces ne sont pas impactés par la présente procédure</b></p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p><b><u>ZNIEFF de type 1</u></b> 820031760 : Marais du grand plan</p>

		<p>820031759 : Rive droite de l'arc entre bessans et bonneval  820031756 : Vallons du carro et de l'ecot  820031755 : Les fours  820031742 : Massif du charvet  820031741 : Alpagnes et pierriers du col de l'iseran  820031736 : Rive gauche de l'isère entre pont st charles et laisnant  820031730 : Marais de la daille  820031726 : Bois de la laye  820031470 : Réserve naturelle de la bailletaz  820031236 : Vallon de la grande sassière</p> <p><b><u>ZNIEFF de type 2</u></b>  820031327 : Massif de la Vanoise</p> <p>Cf carte de localisation dans l'additif au rapport (annexé à la présente demande).</p> <p><b>Ces espaces ne sont pas impactés par la présente procédure</b></p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <p>Les APPB (Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope) fixent des mesures réglementaires de préservation s'appliquant aux milieux naturels et non aux espèces qui y vivent : en effet, les interdictions énoncées sont destinées à supprimer les perturbations des habitats des espèces qu'il vise, permettant ainsi le maintien de ces dernières.</p> <p><b><u>1.1.1. L'APPB du col de l'Isèran</u></b></p> <p>L'AAPB « Col de l'Isèran », créé par arrêté préfectoral du 06 mai 2000, se situe sur les communes de Val d'Isère principalement et de Bonneval sur Arc et s'étend sur une superficie d'environ 250 hectares.</p> <p>Les espèces justifiant la protection des biotopes présents sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les androsaces alpine, helvétique et pubescente (<i>Androsace alpina</i>, <i>Androsace helvetica</i> et <i>Androsace pubescens</i>)</li> <li>- la crépide rhétique (<i>Crepis rhaetica</i>)</li> <li>- la saxifrage fausse mousse (<i>Saxifraga bryoides</i>)</li> <li>- le lychnis des Alpes (<i>Lychnis alpina</i>)</li> </ul>



			<ul style="list-style-type: none"> <li>- la potentille blanche (<i>Potentilla fruticosa</i>)</li> <li>- les laïches bicolore, maritime et de Lachenal (<i>Carex bicolor</i>, <i>Carex maritima</i> et <i>Carex lachenalii</i>)</li> <li>- l'oxytropis fétide (<i>Oxytropis fetida</i>)</li> </ul> <p>Certaines activités à l'intérieur du périmètre défini par l'arrêté sont réglementées voire interdites : la circulation de tous véhicules est prohibée en dehors de la RD 902, des pistes existantes et des accès aux lieux de stationnement (hormis ceux utilisés à des fins agricoles ou de service public), le dépôt de déchets en dehors des lieux prévus à cet effets est interdit, l'arrachage et la cueillette des végétaux sont également interdits sur l'ensemble du site, ...</p> <p style="text-align: center;"><b>1.1.2. L'APPB de Grand Pré</b></p> <p>L'AAPB « Grand Pré », créé par arrêté préfectoral du 20 avril 2016 s'étend sur une superficie de 202,7 hectares sur le territoire communal.</p> <p>Les espèces justifiant la protection des biotopes présents sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les androsaces alpine, helvétique et pubescente (<i>Androsace alpina</i>, <i>Androsace helvetica</i> et <i>Androsace pubescens</i>)</li> <li>- l'armoise boréale (<i>Artemisia campestris</i> subsp. <i>borealis</i>)</li> <li>- le silène de Suède (<i>Viscaria alpina</i>)</li> <li>- les laïches bicolore et de Lachenal (<i>Carex bicolor</i>, <i>Carex lachenalii</i>)</li> <li>- la kobrésie simple (<i>Carex bipartita</i>)</li> </ul> <p>Certaines activités à l'intérieur du périmètre défini par l'arrêté sont réglementées voire interdites : les travaux d'aménagement neufs, la circulation des véhicules motorisés (hormis ceux utilisés à des fins agricoles, de gestion du site ou de mission de service public), le dépôt de déchets en dehors des lieux prévus à cet effets est interdit, l'arrachage et la cueillette des végétaux sont également interdits sur l'ensemble du site, ...</p> <p><b>Ces espaces ne sont pas impactés par la présente procédure</b></p>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pour l'article L 113-1 code de l'urbanisme
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La totalité de la commune est concernée
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRN de Val d'Isère approuvé en 2006 PPRN de Val d'Isère approuvé en 2018
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Parc national de la Vanoise
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Grande Sassière (Tignes) La Bailletaz
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Col de l'Iseran (descente nord) Col de l'Iseran et ses abords
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Église, inscription le 02/07/1951 L'église est située en zone UA, dont le règlement évolue
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Enjeux environnementaux aux franges du site
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><b><u>ZNIEFF de type 1</u></b>  820031760 : Marais du grand plan  820031759 : Rive droite de l'arc entre bessans et bonneval  820031756 : Vallons du carro et de l'ecot  820031755 : Les fours  820031742 : Massif du charvet  820031741 : Alpates et pierriers du col de l'iseran  820031736 : Rive gauche de l'isère entre pont st charles et laisnant  820031730 : Marais de la daille  820031726 : Bois de la laye  820031470 : Réserve naturelle de la bailletaz  820031236 : Vallon de la grande sassière</p> <p><b><u>ZNIEFF de type 2</u></b>  820031327 : Massif de la Vanoise</p> <p>Cf carte de l'additif au rapport</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des EBC sont limitrophes des zones urbaines.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les bâtiments patrimoniaux sont identifiés en zone urbaine.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Zone de protection du Cirse délimitée au titre de l'article L151-23 localisées à proximité des zones urbaines (en zone agricole) Zones humides et secteurs humides repérés aussi au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, précisez :

Cela est déjà le cas, mais le projet de modification vise à clarifier et compléter la règle sur l'évolution du foncier bâti soumis à des dispositions du PPR, au regard de l'interprétation faite par le Tribunal administratif de Grenoble et la Cour administrative d'appel de LYON des anciennes dispositions de l'article 2 des zones UA, UB, UC, UD, UE et N.

Les nouvelles dispositions de l'article 2 du règlement applicable à ces zones détaillent désormais les possibilités d'évolution des bâtiments non conformes au règlement du PLU et/ou non conformes au règlement du PPRNP en levant l'ambiguïté liée à l'ancienne rédaction de cet article.

Ces évolutions sont d'intérêt général pour deux raisons :

- permettre le renouvellement urbain
- mieux prendre en compte les risques en rendant les bâtiments plus conformes aux dispositions du PPRNP

### 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

### 7. Autres procédures consultatives

#### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Avril 2023

#### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non



- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <i>rubrique 2.5</i> ). <b>Voir additif au rapport de présentation</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <i>rubrique 6</i> ) <b>Voir additif au rapport de présentation</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Carte de la trame verte et bleue Carte de localisation des zones humides		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Val d'Isère	le 21 mars 2023	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	MARTIN	Patrick	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Qualité	Maire		
Signature			



